



**Communiqué final de la 3<sup>ème</sup> Réunion d'ASSECAA pour la Paix et la Résolution des conflits tenue à Addis-Abeba, Ethiopie, les 23 et 24 février 2013.**

Suite à l'aimable invitation de l'Association des Sénats, Shouras et Conseils Equivalents d'Afrique et du Monde Arabe et de la Chambre de la Fédération de la République Fédérale Démocratique de l'Ethiopie, la Réunion de la paix et de la Résolution des conflits s'est tenue à Addis-Abeba, la capitale de la République Fédérale Démocratique de l'Ethiopie, les 23 et 24 février 2013.

La Réunion s'inscrit dans le cadre des activités organisées par le Secrétariat Général de l'Association des Sénats, Shouras et Conseils Equivalents d'Afrique et du Monde Arabe en collaboration avec les conseils/sénats membres.

La séance d'ouverture a débuté à 10 heures, à l'hôtel Sheraton d'Addis-Abeba, en présence des délégués représentant 17 pays et organisations suivants:

1. Le Conseil de la Shoura de l'Etat du Qatar.
2. Le Sénat de la République Fédérale du Nigeria.
3. Le Conseil de la Shoura de la République arabe d'Egypte.
4. Le Sénat de la République du Burundi
5. Le Conseil de la Shoura de la République du Yémen.
6. Le Conseil de la Nation de la République algérienne démocratique et populaire.
7. Le Sénat de la République islamique de Mauritanie.
8. La Chambre des Conseillers du Royaume du Maroc.
9. Le Conseil des Etats de la République du Soudan.
10. Le Conseil Fédéral de la République Démocratique de l'Ethiopie.



11. Le Sénat de la République du Congo.
12. Le Sénat de la République du Zimbabwe.
13. Le Conseil de la Shoura du Royaume de Bahreïn.
14. Le Sénat de la République Gabonaise.
15. Le Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe.
16. L'Union parlementaire africaine.
17. L'Union Maghrébine Arabe.

Le discours d'ouverture a été prononcé par Son Excellence Monsieur KassaTeklebrhan, Président de la Chambre de la Fédération de la République Fédérale démocratique d'Ethiopie. Dans son mot liminaire, il a souhaité la bienvenue à toutes les délégations qui ont pris part à cette réunion. Il a indiqué que l'Ethiopie est fortement engagée dans la mission et les objectifs de l'ASSECAA et espère que tous les défis et les problèmes présents trouveront des solutions viables. Il a souhaité que la réunion mette l'accent sur le partage d'expériences dans tous les domaines d'intérêt commun, assurant que les engagements de l'Ethiopie dans la promotion des nobles idées de partenariat et d'amitié durables entre l'Afrique et le monde arabe trouvent écho dans l'héritage de feu le Premier Ministre, Meles Zenawi, l'architecte de l'Ethiopie démocratique actuelle notamment la contribution de l'Ethiopie dans l'intégration économique régionale et dans la promotion d'une paix durable sur le continent.

Il a aussi souligné que l'Ethiopie a joué un rôle significatif lors des luttes pour la libération africaine. De plus, le pays a constitué un lien de contacts entre les civilisations à travers l'histoire en tant que l'un des berceaux des trois grandes religions monothéistes à savoir le Christianisme, l'Islam et le Judaïsme.



Enfin, le Président de la Chambre de la Fédération de l'Ethiopie a affirmé que son pays a adopté un système démocratique judiciaire visant à trouver des solutions aux difficultés de ses nations, nationalités et peuples ainsi que l'adoption d'un système démocratique fédéral pour résoudre les conflits internes.

Le Président de l'ASSECAA et Président du Sénat de la République du Burundi, S.E. Honorable Gabriel Ntizezerana a lui aussi pris la parole et a commencé par présenter les chaleureuses salutations du peuple burundais à tout le peuple de l'Ethiopie ainsi qu'aux participants qui ont pris part à cette réunion. Il a par la suite mis l'accent sur le rôle et l'engagement de l'ASSECAA dans la réduction des conflits qui secouent la plupart des pays africains et arabes comme le Mali, la République Centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Syrie etc...

Il n'a pas manqué de souligner d'autres défis qui peuvent constituer une menace aux bonnes initiatives de paix en Afrique et dans le Monde Arabe notamment la crise économique mondiale à laquelle sont confrontés tous les pays du monde y compris les pays développés; ce qui demande le renforcement de la solidarité et de la cohésion au sein des pays d'Afrique et du Monde Arabe en vue de réduire les effets de la crise économique mondiale sur les pays en développement, a-t-il ajouté.

Il a enfin exhorté les membres de l'ASSECAA d'apporter chacun sa propre contribution pour que cette réunion soit une occasion de consolider la paix et la sécurité en Afrique et dans le Monde Arabe en particulier et dans le monde en général.



S.E Mr. AbdulwasieYusuf Ali, Secrétaire Général de l'ASSECAA a, dans son discours, mis l'accent sur l'importance de la réunion qui se tient au moment où le monde africain et arabe est confronté à une série d'événements et de tensions politiques qui se transforment en conflits.

Il a souligné que l'Afrique et le monde arabe ont connu des guerres et des conflits dévastateurs ces derniers 25 ans, notamment les guerres et les conflits entre l'Ethiopie et l'Erythrée, entre le Nord et le Sud du Soudan, la guerre entre le Koweït et l'Irak, en plus des conflits actuels en Lybie, en Syrie, au Mali, en Irak, en Côte d'Ivoire et en République Démocratique du Congo.... avec comme résultat, la destruction des infrastructures, le recul du développement économique dans ces pays.

Il a indiqué que ces conflits devraient servir de leçon et pousser les pays africains et arabes à agir efficacement dans la prévention des conflits et dans la recherche des solutions amiables aux conflits.

Il a également confirmé que l'un des principaux objectifs de cette réunion est de donner aux participants les informations et les outils nécessaires pour qu'ils prennent conscience au sein de leurs Conseils et de leurs communautés de la nécessité de prévention des conflits, à travers l'éradication ou la réduction des causes de conflits dans nos 2 régions.

Le Secrétaire Général a rappelé les affirmations des experts politiques sur les raisons des conflits et des guerres à savoir le manque de bonne gouvernance, la propagation de la corruption, l'absence d'une justice politique et socio-



économique équitable, le non respect des droits de l'homme et l'absence de la démocratie et de la primauté du droit.

Juste après la séance du matin, le Chef de la délégation du Nigeria, S.E Mr. Ahmed Abdul Ningi a servi de modérateur des débats sur le 1<sup>er</sup> exposé intitulé : « Stratégie collective de gestion des conflits en Afrique: Vers un objectif commun. », présenté par Mr. Mulugeta G. et Zuru. Dans cet exposé, le conférencier a mis l'accent sur les principales raisons des conflits en Afrique surtout des raisons d'ordre politique, socio-économique et culturel. Il a indiqué que l'Afrique souffre des conflits et de la violence armée et que ces conflits coûtent environ 18 milliards de dollars chaque année ; ce qui signifie qu'ils constituent le principal obstacle au développement de l'Afrique. L'exposé mentionne les moyens alternatifs de résolution des conflits notamment par un procès, la négociation, la médiation et l'arbitrage. L'exposé a aussi parlé de certaines expériences africaines qui ont permis de mettre fin aux guerres civiles par les négociations et les référendums supervisés par les nations Unies notamment le vote référendaire en Erythrée ou au Soudan, respectivement en 1993 et en 2010. Les élections post-conflit au Kenya et au Zimbabwe peuvent aussi être citées comme des exemples éloquentes dans la réduction des dommages causés par les violences post conflits.

Le conférencier a aussi souligné l'importance des représentants du peuple en tant qu'acteurs importants dans la prévention des conflits et dans la promotion de la paix puisqu'ils jouent un rôle décisionnel dans le rassemblement des groupes différents dans un pays donné et dans la prévention des conflits en établissant un cadre institutionnel et législatif d'aide à la prévention des conflits.

Après le déjeuner, la deuxième séance de la réunion a débuté à 14 heures et était présidée par le Chef de la délégation de Bahreïn, S.E Mr. Khaled Bin Khalifah Al-



Khalifa. Durant cette séance, le Dr. Ahmed Al-Asbahi, membre du Conseil Shoura du Yémen et ancien ministre des affaires étrangères, a présenté un exposé dans lequel il a passé en revue les expériences de la République du Yémen dans la résolution des conflits à travers leur règlement politique et à travers l'initiative lancée par les pays du Conseil de la coopération du Golfe (CCG) et soutenue par la Communauté internationale et le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Il a mentionné les crises et les conflits politiques internes auxquels le pays a été confronté et les différentes tentatives de résolution de la crise qui a secoué le Yémen lors des soulèvements du Printemps arabe. Il a expliqué que les pays de la CCG ont joué un rôle majeur dans la résolution de la crise dans le pays à travers une Initiative dont les termes incluent la démission de l'ancien Président de la République ainsi que l'élection d'un nouveau président pour diriger le pays durant une période de transition de 2 ans.

Il a par la suite, expliqué que la Communauté internationale, surtout les 5 pays membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies et du Secrétaire Général de l'ONU qui a nommé un Représentant spécial au Yémen, a joué un rôle important dans le suivi de la mise en application de cette Initiative. Dans son intervention sur cet exposé, Mr. Sa'ad Al Arifi, Chef de la mission du CCG au Yémen, a confirmé que les pays du Conseil de Coopération du Golfe se sont engagés à trouver des solutions appropriées à la crise du Yémen comme le montre l'Initiative proposée par ces pays du CCG, qui vise avant tout à préserver l'unité, la sécurité et la stabilité du Yémen.

Vers 17 heures 30 minutes, les délégués ont fait des excursions dans la ville d'Addis-Abeba.



La réunion a repris ces travaux, ce dimanche 24 février 2013 et a commencé par la présentation d'une proposition du Secrétariat Général d'ASSECAA sur la création d'une entité nommée « Amis d'ASSECAA pour la Paix et la Sécurité ». Il a été rappelé que la proposition est basée sur le principe énoncé dans le Règlement Intérieur de l'Association qui stipule que « les fondateurs de l'Association ont exprimé leur désir de jouer un rôle vital dans l'élimination des causes de conflits et de violence et dans le maintien de la paix et de la sécurité en Afrique et dans le Monde Arabe, au Moyen-Orient et dans le monde en général ».

La proposition envisage la création d'une entité qui rassemble les activistes, les membres de la société civile, les intellectuels et les académiciens connus pour leur engagement dans le renforcement de la paix, la sécurité et la stabilité dans leurs pays respectifs. Cette entité devra porter une attention particulière sur la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique, dans le Monde Arabe et dans le Monde en général. Le Dr. Ahmed Al-Asbahi, du Conseil Shoura du Yémen a été le modérateur lors des délibérations sur cette proposition.

Après ces délibérations, le Professeur HabtamuWondimu de l'Université d'Addis-Abeba a présenté un exposé sur « le Fédéralisme et la gestion des conflits en Ethiopie: analyse psychologique sociale des opportunités et des défis ». Dans cet exposé, il a indiqué que le Fédéralisme est le moyen efficace de résoudre les conflits dans les pays qui sont constitués par une diversité religieuse, ethnique et raciale. Il a souligné que l'expérience éthiopienne dans la promotion du fédéralisme, de la justice, dans le renforcement des principes d'équité au sein de ses citoyens et de ses différents groupes et dans la résolution des conflits s'est faite par les négociations

De plus, le Président de la Chambre de la Fédération d'Ethiopie, Mr KassaTeklebrhan, a fait une intervention sur l'expérience de l'Ethiopie sur le

fédéralisme qui a conduit à la promotion des principes de démocratie, de justice sociale et de bonne gouvernance de manière à réduire les conflits ethniques au sein des différents groupes et nationalités du pays. Lors des discussions de cet exposé, la séance était dirigée par le Chef de la délégation du Zimbabwe, Madame Edna Mazongwe.



Durant la séance de l'après midi, plusieurs chefs de délégations ont prononcé des discours et ont souligné l'importance de cette réunion ainsi que les points à l'ordre du jour. Ils ont affirmé que l'Association devrait davantage exercer des efforts dans la consolidation de la paix et dans la résolution des conflits et tirer les leçons des expériences de quelques pays qui ont connu des tensions et des violences. Ils ont demandé les parlements de propager la culture de la paix et de la non violence et d'adopter un dialogue sérieux, courageux et responsable en vue d'atteindre les intérêts des peuples et leurs aspirations pour le progrès et le développement.

### **Recommandations**

1. Les participants expriment leur profonde gratitude au Secrétariat Général de l'ASSECAA ainsi qu'à la Chambre de la Fédération de l'Ethiopie pour avoir organisé cet important événement.
2. Les participants demandent le Secrétariat Général de l'ASSECAA d'organiser régulièrement la réunion en tenant compte des développements observés en Afrique et dans le Monde Arabe.
3. Les délégués expriment leur immense gratitude aux conférenciers et demandent le Secrétariat général de l'ASSECAA de traduire les documents d'exposés dans les trois langues de l'Association et de les faire parvenir aux organisations et conseils/sénats qui n'ont pas pris part à cette rencontre. Ils exhortent aussi les parlements, plus particulièrement les sénats, les conseils shouras ou conseils équivalents d'Afrique et du Monde Arabe, d'assumer leur responsabilité nationale dans l'élimination des causes profondes des tensions et des conflits politiques en assurant des conseils sages et judicieux propices au dialogue et aux délibérations sur les questions de désaccord et prévenir un glissement vers le chaos ou vers des conflits qui peuvent conduire à un bain de sang et au recul du développement et du progrès.



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS EQUIVALENTS  
D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

4. Les participants expriment leur gratitude aux efforts inlassables qui sont entrain d'être menés par quelques pays voisins et amis dans la médiation en vue de trouver des solutions propres aux conflits et d'aider les pays à rassembler leurs points de vue dans le but de prévenir les conflits et l'état de désordre. L'initiative proposée par les pays du Conseil de Coopération du Golfe en est un exemple illustratif.

Les participants condamnent les interventions étrangères, qu'il soit de l'Iran ou d'un autre pays dans les affaires internes des pays pour des raisons politiques ou religieux comme il a été démontré récemment dans les pays comme le Royaume de Bahreïn et la République du Yémen. Ils soulignent que ces interventions sont considérées comme une agression sur l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays et une entorse à la Charte de l'ONU.

5. Les participants lancent un appel aux pays d'Afrique et du Monde Arabe et à leurs parlements respectifs pour élargir la base de participation publique, promouvoir le respect des droits humains, la justice et la primauté du droit

de manière à renforcer la sécurité, la stabilité et le développement économique et construire des sociétés stables et prospères.

6. Les participants condamnent fortement toutes les formes de violence et d'actes de terrorisme effectués par les groupes terroristes armés récemment constatés au Yémen, en République islamique de Mauritanie, en République Fédérale du Nigeria et en République Démocratique du Congo. Ils dénoncent aussi dans les termes les plus forts, les actes terroristes au Mali et expriment leur solidarité et leur soutien pour le maintien de son indépendance et de son intégrité territoriale. De plus, les délégués condamnent fortement les actes terroristes dans les territoires palestiniens ainsi que la récente attaque terroriste sur un site gazier à Ain Amnas au sud de l'Algérie. Ils expriment aussi leur soutien total à la réaction responsable des autorités algériennes face à cette attaque et qui a permis de sauver des



vies et de protéger le site de sa destruction. Ils demandent tous les gouvernements et toutes les organisations de la société civile de promouvoir des efforts concertés en vue d'éradiquer ce genre de phénomènes étrangers à nos pays et à nos communautés.

7. Les participants ont pris note de l'expérience pacifique de l'Egypte ainsi que le rôle joué à la fois par l'armée et le peuple égyptien lors de la révolution égyptienne avec l'objectif de revitaliser les mécanismes de démocratie et de consultations.
  
8. Concernant la proposition de la création de l'entité « Amis d'ASSECAA pour la Paix et la Sécurité » présentée par le Secrétariat Général, la réunion a résolu de mettre en place une commission pour étudier le cadre légal de ce projet sur la base des remarques présentées par certains participants et compte tenu de l'appartenance de nos pays respectifs à des organisations

continentales comme l'Union Africaine et la Ligue Arabe, elles mêmes engagées dans les questions de paix et de sécurité.